

Se loger en ville de Genève

Autor(en): **Pralong, Estelle / Salerno, Sandrine**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **L'Émilie : magazine socio-culturelles**

Band (Jahr): **[96] (2008)**

Heft 1521

PDF erstellt am: **31.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-284927>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Se loger en ville de Genève

Vivre en ville, c'est aussi s'y loger. Pas toujours facile, surtout à Genève. Rencontre avec la magistrate socialiste Sandrine Salerno, en charge du Département des finances et du logement de la Ville de Genève. La conseillère administrative nous explique ses vœux et ses difficultés en matière de politique de logement. *Interview.*

Propos recueillis par Estelle Pralong

L'émilie : Dans le cadre de votre mandat en matière de logement, vous avez la difficile tâche de gérer la Gérance Immobilière Municipale (1). Pouvez-vous nous présenter la situation ?

Sandrine Salerno : Avec la GIM, la Ville possède un grand parc de 5400 logements. Sur ses 5400 logements, 247 sont des loyers libres et les autres des logements à caractère social. Un des objectifs de ma législature consiste à retravailler le règlement de la GIM. Il s'agit de savoir qui doit bénéficier des loyers à caractère social afin de recréer un lien entre les revenus et les types de logements alloués. En effet, parmi les résident-e-s des appartements de la Ville, 47 % ne sont plus aidé-e-s par la Ville. Ainsi, nous ne savons pas si leur revenu correspond à leur loyer. La crise du logement que connaît Genève, et qui mettra du temps à se résorber, touche évidemment tout le monde. Mais surtout les plus précaires.

L'émilie : Ne pensez-vous pas qu'une des solutions pourraient consister en des formules de logements alternatives ?

SaS : Effectivement, la Ville de Genève est ouverte à différents types de logements. Une partie de la population - les étudiant-e-s, les jeunes en formation, les personnes qui partagent des difficultés personnelles ou sociales - voient des avantages certains aux coopératives et aux logements de type communautaire. Avec le Département de la cohésion sociale de M. Tornare, nous avons le projet de transformer une maison appartenant à la Ville en un logement de ce type. Cet espace serait réservé aux femmes avec enfants - familles monoparentales - avec un encadrement pour la prise en charge des enfants. Les résidentes pourraient ainsi profiter d'espaces de vie communs mais aussi privés. Je porte une attention particulière aux familles monoparentales - pour la grande majorité d'entre elles, les cheffes de famille sont des femmes - ainsi qu'aux femmes avec enfants fuyant les violences conjugales. Ce sont des populations particulièrement vulnérables et qui sont souvent en grande difficulté financière, notamment après un divorce. En outre, ce sont des populations qui sont mal défendues.

L'émilie : On le sait, la crise du logement sévit.

Quelles sont les freins que vous rencontrez pour mener à bien vos projets ?

SaS : En effet, la situation en matière de logement est très tendue, le taux de vacances n'est que de 0,19 % ! Les débats sont dès lors vifs car «privilégier» une population, c'est le faire au détriment des autres. Et il est si difficile de trouver un logement que cela est loin d'être anodin. En outre, nous n'avons pas accès à toutes les données sur nos locataires, mais seulement à celles et ceux qui sont aidé-e-s. De plus, il reste compliqué de rallier une majorité politique autour d'un projet, que ce soit pour des raisons idéologiques ou de visibilité. Enfin, le temps de la démocratie, bien que légitime, est plus lent que celui de la volonté d'un-e seul-e personne. La résiliation d'un bail pour justes motifs prend 3 à 4 ans... Le plus simple serait de ne rien faire ! Mais je n'ai pas été élue pour cela.

(1) La GIM est un service du Département des finances et de l'administration générale de la Ville de Genève. Elle met en œuvre la politique du logement définie par les autorités municipales et est chargée de la gestion des immeubles propriété de la Ville de Genève. Dans ce cadre, elle déploie au quotidien les mêmes activités qu'une agence immobilière.

Egalité entre hommes et femmes dans les villes

Les 4 et 5 avril dernier a eu lieu à Zurich un Congrès sur l'égalité en ville. Une occasion pour la magistrate genevoise Sandrine Salerno de présenter les grandes lignes de sa politique en la matière. La politique de l'égalité de la Ville de Genève est en train de naître et s'appuie sur les trois axes suivants: les ressources humaines, le logement et le budget genré. Il s'agit d'établir un plan d'action concerté entre l'administration, le secteur tertiaire et les associations de terrain. Mais surtout, la conseillère administrative genevoise a pu rencontrer et partager les expériences des responsables politiques et associatifs en matière d'égalité hommes-femmes. De nombreuses villes européennes étaient représentées. Une opportunité de profiter du savoir-faire de la Ville de Bâle en matière de budget genré, des solutions mises en œuvre à Londres ou à Madrid concernant les femmes migrantes, par exemple. Un lieu et un espace pour élargir et enrichir ses positions en matière d'égalité en milieu urbain.